

<https://www.lejdd.fr/Politique/energie-comment-les-republicains-veulent-mettre-le-gouvernement-sous-pression-4143930>

## Énergie : comment Les Républicains veulent mettre le gouvernement sous pression

LE JDD.FR, le 29 octobre 2022

- Par Camille Romano

En plein coeur d'une crise énergétique majeure, Les Républicains n'entendent pas laisser le gouvernement en paix sur le sujet. Entre commission d'enquête, examen de projet de loi sur les énergies renouvelables et nomination du futur patron d'EDF, ils déroulent plusieurs stratégies pour peser.



La centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, en octobre 2021 (REUTERS/Benoit Tessier/File Photo)

La bataille de l'énergie n'est pas nouvelle pour Les Républicains, mais en période de crise, les charges se font plus fortes, et ne vont pas aller en diminuant. Voilà pourquoi Olivier Marleix, chef de file des députés LR, s'anime dès qu'on le lance sur le sujet. Mercredi, devant la presse parlementaire, il parlait gravement de la situation française en matière d'énergie, en rappelant que « *jusqu'en 2019, la France était le premier exportateur mondial d'électricité. Aujourd'hui, nous allons mendier 20 % d'électricité à nos voisins allemands. Si ce n'est pas un échec ou un naufrage, je ne sais pas ce que c'est.* »

Coïncidence ou non, ce mercredi était également le jour de la première réunion au Palais-Bourbon de la commission d'enquête sur les raisons de la perte de souveraineté énergétique de la France, demandée par le groupe LR. Et ce même mercredi, la commission des affaires économiques auditionnait Luc Rémont, candidat à la présidence d'EDF.

Pendant que ses collègues LR émettaient un avis défavorable sur la nomination de cet ancien banquier d'affaires, Olivier Marleix ne cachait pas sa déception, et son incompréhension vis-à-vis de la politique énergétique actuelle : « *On fait tout à l'envers, et le gouvernement donne le sentiment qu'il ne sait rien faire d'autre que de déployer des éoliennes* ». Dans son viseur, la future loi sur les énergies renouvelables, qui devrait être discutée par les sénateurs dès lundi. D'emblée, il l'annonce : « *C'est un texte sur lequel nous aurons du mal à se mettre d'accord.* »

## **Bouchées doubles**

Pour le député de l'Eure, le chemin à suivre serait tout autre, pour faire face à la crise énergétique : « *Nous devrions commencer par voter une nouvelle loi de programmation pluriannuelle de l'énergie, voir quels besoins en énergie nous allons avoir. Après il faudra voir comment nous pouvons rattraper le retard sur le nucléaire, et ensuite, éventuellement, avoir un texte sur les énergies renouvelables.* »

La droite met les bouchées doubles sur le sujet, et notamment grâce à la constitution de cette commission d'enquête, présidée par Raphaël Schellenberger, engagé de longue date pour la sauvegarde du parc nucléaire. Pas de doutes de son côté sur la légitimité du combat de son parti sur l'énergie : « *C'est un sujet sur lequel nous n'avons jamais varié de position, depuis longtemps.* » Il en fait même un élément central de la vie politique : « *La question de l'énergie est au cœur du modèle de société que nous voulons porter, et synthétise très technique le clivage gauche-droite en France.* »

« *D'un côté, celles et ceux qui veulent organiser la pénurie pour forcer à la décroissance, et de l'autre côté, celles et ceux qui pensent que la disponibilité de l'énergie est une condition sine qua non pour réussir les défis auxquels nous aurons à faire face, y compris le défi environnemental* », résume l'élu du Haut-Rhin qui a, sur sa circonscription, le site de Fessenheim.

Et au milieu, il y a les macronistes. « *Leur problème, c'est qu'ils ne savent pas où ils couchent,* » tance Raphaël Schellenberger. *Ils sont d'une part tentés par la nécessité économique d'avoir une disponibilité énergétique, et d'autre part complètement séduits par le discours sociétal sur la décroissance qui est porté par la gauche.* »

## **Urgence pour l'indépendance énergétique française**

L'élu du Haut-Rhin espère que sa commission d'enquête « *va permettre de formuler les choix impératifs à faire, pas dans les dix ans à venir, mais dans les mois qui viennent* ». Tout en ayant conscience du relatif pouvoir de la branche législative sur les questions énergétiques : « *Notre rôle aujourd'hui c'est de faire pression sur le gouvernement, et c'est pour cela que la commission d'enquête me semble plus utile qu'un débat purement législatif.* »

Mais les Républicains n'abandonnent pas non plus la possibilité de légiférer comme le prouve la proposition de loi sur le nucléaire déposée par le même Raphaël Schellenberger au mois de septembre. Le texte souhaite « *faire sauter le plafond de capacité de production installée en France et celui des 50 % de nucléaire d'ici à 2035* » dans le mix énergétique hexagonal. Elle n'est pas prévue dans la niche parlementaire des Républicains pour cette session, ce qui donne la possibilité au gouvernement de s'en saisir.